

CPI FIM SA
Société Anonyme
40, rue de la Vallée
L-2661 Luxembourg
R.C.S. LUXEMBOURG B 44996
(the “Company”)

| |
|---|
| VOTING RESULTS OF THE EXTRAORDINARY GENERAL MEETING OF THE SHAREHOLDERS OF THE COMPANY HELD ON 24 APRIL 2019 |
|---|

The Extraordinary General Meeting of the Company was held at the registered office of the Company on **24 April 2019 at 9:30 CET** (the “Meeting”). The Meeting was convened in accordance with article 450-3 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time (the “LCA”) and article 3 of the law dated 24 May 2011 on the exercise of certain rights of shareholders in general meetings of listed companies.

Out of 1,314,507,629 Company shares in circulation, 1,279,679,996 shares representing app. 97,35 % of the Company shares were presented or duly represented at the Meeting.

The following resolutions were approved at the Meeting with following result.

First resolution:

The Meeting resolves to change the name of the Company to “CPI FIM SA” and to amend article 1 of the articles of the association of the Company to reflect such name change.

Votes for: 1,279,080,996

Abstentions: -

Votes against: 599,000

Consequently the resolution is approved.

Second resolution:

The Meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company, without amending the corporate object and the authorized capital of the Company, to comply with and reflect recent changes in the Luxembourg corporate laws, in particular changes in the LCA, so that the articles of association of the Company shall now read as follows:

CPI FIM SA
R.C.S. Luxembourg No. B 44.996 Société anonyme
Siège social : 40, rue de la Vallée
L-2661 Luxembourg

STATUTS COORDONNES à la date du [24 avril 2019]

" Dénomination- Siège- Durée- Objet ARTICLE 1: Dénomination

Il existe une société anonyme sous la dénomination de "CPI FIM SA" (la "**Société**").

ARTICLE 2: Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg.

Le conseil d'administration aura néanmoins le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, aussi bien au Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Le siège social pourra être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision du Conseil d'Administration ou de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts. Le Conseil d'Administration est autorisé à modifier les présents statuts pour tenir compte du changement de siège social effectué conformément à cet article 2, et à procéder aux formalités éventuellement requises par la loi luxembourgeoise.

ARTICLE 3: Durée

La durée de la société est illimitée.

ARTICLE 4: Objet

La Société a pour objet des acquisitions immobilières en direct, la prise de participations et la mise à disposition de prêts dans les sociétés faisant partie de son groupe. Son activité pourra consister en des investissements en matière immobilière, tels que l'achat, la vente, la construction, la mise en valeur, la gérance et la location d'immeubles ainsi que la promotion immobilière, par elle-même ou par l'intermédiaire de ses filiales.

De même, son activité pourra consister en des investissements en matière hôtelière, tels que l'achat, la vente, la construction, la mise en valeur, la gérance et l'exploitation d'hôtels par elle-même ou par l'intermédiaire de ses filiales.

Elle a également pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes les entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, faisant ou ne faisant pas partie du groupe, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise de participation, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse, directement ou indirectement, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent directement ou indirectement à son objet.

Elle pourra ainsi jouer un rôle financier, ou mener une action de direction et de gestion au sein des entreprises ou sociétés qu'elle détient.

La Société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités décrites ci-dessus et susceptibles d'en favoriser l'accomplissement.

ARTICLE 5: Capital social

Le capital social est fixé à treize millions cent quarante-cinq mille soixante-seize euros et vingt-neuf centimes d'euro (EUR 13.145.076,29) représenté par un milliard trois cent quatorze millions cinq cent sept mille six cent vingt-neuf (1.314.507.629) actions sans valeur nominale. La valeur du pair comptable est calculée en prenant en compte le capital social divisé par le nombre d'actions émises et s'élève à un centime d'euro (EUR 0,01).

La Société peut établir un compte de prime d'émission (le "**Compte de Prime d'Emission**") sur lequel sera versée toute prime d'émission payée pour toute action. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par l'Assemblée Générale des actionnaires, sous réserve de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée et des présents Statuts.

La Société peut, sans limite, accepter des capitaux ou d'autres apports sans émettre de nouvelles actions ou d'autres titres en contrepartie de ces apports et peut les créditer à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes doivent être prises par l'Assemblée Générale des actionnaires sous réserve de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée et des présents Statuts. Afin d'éviter tout doute, une telle décision peut, mais n'a pas besoin, d'allouer tout montant apporté à l'apporteur.

Capital autorisé:

En plus du capital social émis et souscrit de treize millions cent quarante-cinq mille soixante-seize euros et vingt-neuf centimes d'euro (EUR 13.145.076,29), la Société dispose également d'un capital social autorisé, mais non émis et non, fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,00) (le "**Capital Autorisé**").

Le Conseil d'Administration est autorisé et habilité dans les limites du Capital Autorisé à (i) réaliser toute augmentation du capital social ou des capitaux propres de la Société avec ou sans l'émission de nouvelles actions, étant entendu que le conseil d'administration est autorisé à émettre de telles nouvelles actions en une ou plusieurs émissions et (ii) émettre des obligations, certificats d'actions privilégiées, warrants, options ou autres instruments convertibles, échangeables ou exerçables dans des nouvelles actions and d'émettre de nouvelles actions suite à la conversion ou l'exercice des instruments mentionnés ci-dessus, étant entendu que (a) si de tels instruments sont émis avant ou pendant la période indiquée dans le paragraphe ci-dessous, les nouvelles actions émises lors de la conversion ou de l'exercice de tels instruments peuvent être émises après l'expiration de ladite période et (b) le Conseil d'Administration soit autorisé à émettre de nouvelles actions en une ou plusieurs émissions. A toutes fins utiles, toute augmentation de capital ou de capitaux propres de la Société, ainsi que toute émission d'obligations, certificats d'actions privilégiées, warrants, options ou autres instruments convertibles, échangeables ou exerçables en nouvelles actions décidée par le conseil d'administration avant le 2 mai 2016 dans le cadre de l'ancien capital autorisé de la Société mais non réalisée, convertie ou exercée à cette date demeure valablement approuvée et peut être réalisée, émise, convertie ou exercée en vertu de ce nouveau Capital Autorisé.

Cette autorisation conférée au Conseil d'Administration prendra fin cinq (5) ans après la date de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 2 mai 2016 et peut être renouvelée conformément aux dispositions légales applicables, étant entendu que le conseil d'administration peut procéder à une augmentation de capital ou à l'émission des instruments mentionnés ci-dessus à compter de la date de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 2 mai 2016.

Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer les conditions de toute augmentation de capital et l'émission de nouvelles actions et des instruments étant émises en accord avec les dispositions ci-dessus par des

apports en numéraire ou en nature, entre autres, par la conversion de dette en capital, par compensation de créances, par incorporation de réserves, primes d'émissions ou bénéfices non répartis, avec ou sans émissions de nouvelles actions, ou suite à l'émission et l'exercice d'obligations subordonnées ou non subordonnées, convertibles ou remboursables par ou échangeables en actions (déterminées dans les termes à l'émission ou déterminées par la suite), ou suite à l'émission d'obligations avec warrants ou tout autre droit de souscrire à des actions attachées, ou par l'émission de warrants ou tout autre instrument portant un droit de souscription à des actions.

Les nouvelles actions étant émises selon les dispositions du présent article 5 peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, étant entendu que (i) ces actions ne doivent pas être émises à un prix inférieur au pair comptable et (ii) si la contrepartie payable à la Société pour ces nouvelles actions excède leur pair comptable, l'excédent doit être traité comme prime d'émission à l'égard de ces actions dans les comptes de la Société. Les nouvelles actions peuvent être émises aux actionnaires existants ou aux nouveaux actionnaires. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à émettre ces nouvelles actions et, le cas échéant, les instruments devant être émis conformément aux dispositions du présent article 5 sans réserver (c'est-à-dire en annulant ou en limitant) aux actionnaires existants le droit préférentiel de souscrire à de telles actions et de tels instruments.

Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les modalités et les conditions de la souscription et du paiement des nouvelles actions (mentionnées dans le présent article 5) et, si applicable, la durée, l'amortissement, les autres titres (y compris le remboursement anticipé), les taux d'intérêt, les taux de conversion et taux de change des instruments précités (mentionnés dans le présent article 5) ainsi que tous les autres modalités et conditions de ces instruments, incluant notamment leur souscription, émission et paiement.

Le Conseil d'Administration est autorisé à faire tout ce qui est nécessaire pour modifier cet article 5 des présents Statuts afin d'enregistrer la modification du capital social émis et autorisé suite à toute augmentation au titre du présent article. Le Conseil d'Administration est habilité à prendre ou autoriser les mesures requises en vue de l'exécution et de la publication d'une telle modification conformément à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. En outre, le Conseil d'Administration peut déléguer à toute personne dûment autorisée, les fonctions d'accepter les souscriptions, conversions ou échanges et recevoir les paiements pour les actions, obligations, certificats d'actions privilégiées, warrants, options ou instruments et de faire tout ce qui est nécessaire pour modifier l'article 5 des présents Statuts dans le but d'enregistrer la modification du capital social émis et autorisé suite à toute augmentation conformément au présent article.

ARTICLE 6: Actions émises

Les actions de la Société sont toutes de valeur égale. Elles sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

L'actionnaire peut céder ou transmettre librement ses actions à toute époque sous réserve des dispositions légales limitatives applicables. Les droits attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y rattachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire, ou un débiteur et le créancier-gagiste.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique, qui en cas de désaccord pourra être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

ARTICLE 7: Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente, ainsi qu'à un droit de vote et de représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des actions qu'ils détiennent dans le capital social, indépendamment du fait que leur action soit nominative ou au porteur.

Les droits et obligations attachés aux actions suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété, par quelque mode que ce soit, d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

ARTICLE 8: Rachat d'actions propres

La Société peut acquérir ses propres actions, soit par elle-même, soit par une société dans laquelle la Société dispose directement de la majorité des droits de vote, soit par une personne agissant en son propre nom mais pour le compte de cette société aux conditions prévues par la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle qu'elle a été modifiée.

Administration -Surveillance

ARTICLE 9: le Conseil d'Administration

La Société est administrée par un conseil d'administration (le "**Conseil d'Administration**") composé au moins de trois administrateurs, actionnaires ou non de la Société (chacun "**un Administrateur**").

Il représente la Société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant. Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale pour une durée qui ne peut dépasser six ans, ils sont rééligibles et toujours révocables ad nutum et par décision de l'assemblée générale statuant à la majorité simple.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procédera à l'élection définitive.

ARTICLE 10: Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales.

Les personnes morales nommées administrateurs doivent, dès leur candidature pour un poste d'administrateur, désigner un représentant, personne physique, qui siégera en leur nom au Conseil d'Administration. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités que s'il était nommé administrateur en nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. La procuration attestant qu'il a pouvoir de représenter et d'engager valablement la personne morale pour la durée de son mandat doit être remise à la société lors de la nomination du conseil d'administration.

A chaque renouvellement du mandat d'une personne morale en tant qu'administrateur, le mandat du représentant de la personne morale doit être renouvelé.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, et de communiquer par la même l'identité de son nouveau représentant. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent. Un salarié de la société peut être nommé administrateur de la société, à condition que son contrat de travail soit antérieur à sa nomination et corresponde à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut jamais dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

ARTICLE 11: Pouvoir du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence. Dans ses rapports avec les tiers, la Société est même engagée par des actes du Conseil d'Administration dépassant l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Néanmoins, les administrateurs demeurent responsables envers la Société conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion.

Les administrateurs sont solidairement responsables, soit envers la Société, soit envers les tiers, de tous dommages-intérêts résultant d'infractions aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle qu'elle a été modifiée, ou aux présents statuts sociaux. Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance.

ARTICLE 12: Modalités de délibération

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, télécopie, signature électronique ou par tout autre moyen sécurisé.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion (si désigné) est prépondérante.

Les résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil d'administration seront aussi valables et exécutoires que celles prises lors d'une réunion régulièrement convoquée et tenue.

ARTICLE 13: Délégation de pouvoir, administrateurs-délégués

Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à une ou plusieurs personnes, Administrateurs ou non (un "Administrateurs-Délégué"). Sont notamment compris dans la gestion journalière de la Société, la mise en œuvre et le suivi de toutes transactions et opérations approuvées en leur principe par le Conseil d'Administration. Dans ce cadre, les actes de gestion journalière peuvent comprendre notamment tous actes de gestion et de disposition, y compris la mise en œuvre et le suivi d'acquisitions immobilières et valeurs mobilières, la mise en place de financements, les prises de participations et de mise à disposition de prêts, sûretés et garanties à des sociétés faisant partie du groupe, sans que cette énumération ne soit limitative.

Le Conseil d'Administration peut désigner également un secrétaire, même non- membre du Conseil

d'Administration. Celui-ci convoque les administrateurs aux réunions du Conseil d'Administration, tient le registre des présences, veille à la rédaction des procès-verbaux des réunions et en délivre les copies ou extraits demandés.

Le Conseil d'Administration peut désigner à chaque séance un de ses membres qui doit présider la séance.

L'Administrateur-Délégué et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

ARTICLE 14: Pouvoirs de signature au sein du conseil d'administration

La Société se trouve valablement engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle d'un Administrateur-Délégué.

ARTICLE 15: Rémunération des administrateurs

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixée annuellement par l'attribution de jetons de présence, dont le montant est porté en frais généraux de la société.

Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération entre les membres comme il l'entend.

Il fixe la rémunération du PDG et des autres membres du Conseil d'Administration. Celle-ci peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Il peut être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs, qui sont considérés comme des charges d'exploitation et donc soumises à l'approbation de l'assemblée générale.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés par contrat de travail à la Société.

ARTICLE 16: Convention entre la société et un de ses administrateurs

L'Administrateur qui a un intérêt financier direct ou indirect opposé à celui de la société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Il est spécialement rendu compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à la Société.

ARTICLE 17: Contrôle des comptes

Le contrôle des comptes de la société est confié à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par décision de l'Assemblée Générale statuant à la majorité simple pour une durée qui ne peut dépasser six ans et sont toujours rééligibles.

De tels commissaires ne sont pas requis au cas où un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréés(s) sont nommés par l'Assemblée Générale. De tels réviseurs d'entreprises agréés ne peuvent être révoqués valablement que pour un motif valable conformément avec la loi luxembourgeoise ou avec leur consentement.

Année sociale-Assemblée générale

ARTICLE 18:

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

ARTICLE 19: Les assemblées générales

L'Assemblée Générale des actionnaires (l'"Assemblée Générale") a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes présentant un intérêt pour la Société. La Société veille à assurer l'égalité de traitement de tous les actionnaires qui se trouvent dans une situation identique en ce qui concerne la participation et l'exercice de leurs droits de vote à l'Assemblée Générale.

Toute Assemblée Générale des actionnaires sera présidée par un président, qui sera nommé par le Conseil d'Administration de la Société.

Les nominations lors des Assemblées Générales sont décidées et les décisions sont prises conformément aux règles ordinaires régissant les débats des assemblées ; les procès-verbaux des assemblées doivent être signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui peuvent en faire la demande; les copies destinées à l'émission à des tiers doivent être certifiées fidèles à l'original dans le cas où les délibérations de l'assemblée ont été établies par acte notarié, par le notaire conservant les procès- verbaux considérés, sinon par le président de l'Assemblée Générale, ces personnes étant responsables de tout dommage qui pourrait résulter de leur certificat.

Le Conseil d'administration ainsi que les commissaires aux comptes peuvent convoquer toute Assemblée Générale. Ils seront obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans un délai d'un mois si des actionnaires représentant un dixième du capital social le demandent par écrit avec indication de l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins cinq pour cent du capital social a le droit de (i) mettre un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale et (ii) présenter des projets de résolutions pour les points inclus ou à inclure dans l'ordre du jour d'une Assemblée Générale.

Ces demandes doivent:

- être par écrit et envoyées à la Société par courrier postal ou électronique à l'adresse indiquée dans l'Avis de Convocation (tel que défini ci-dessous) et être accompagnées d'une justification ou d'un projet de résolution devant être adopté lors de l'Assemblée Générale;
- inclure l'adresse postale ou électronique à laquelle la Société peut accuser réception des demandes;
- être reçues par la Société au moins vingt-deux (22) jours avant la date de l'Assemblée Générale concernée.

La Société accuse réception des demandes mentionnées ci-dessus dans les quarante-huit (48) heures suivant la réception. La Société doit préparer un ordre du jour modifié, incluant ces points supplémentaires au ou avant le quinzième (15ème) jour précédant la date de l'Assemblée Générale concernée.

Les avis de convocation pour chaque Assemblée Générale (l'«Avis de Convocation») doivent être publiés au moins trente (30) jours avant la date de l'Assemblée Générale dans:

- le journal officiel luxembourgeois (*Recueil électronique des sociétés et associations*) (le "**Journal Officiel**") et dans un journal luxembourgeois, et dans des médias dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils assurent une diffusion efficace des informations au public dans l'ensemble de l'Espace Economique Européen, et qui sont accessibles rapidement et sur une base non discriminatoire (la "**Publication EEE**").

Si le quorum requis pour l'Assemblée Générale n'est pas rempli à la date de la première Assemblée Générale convoquée, une autre assemblée peut être convoquée par publication de l'Avis de Convocation dans le Journal Officiel, un journal luxembourgeois et une Publication EEE, dix-sept (17) jours avant la date de l'assemblée convoquée à nouveau à condition que (i) la première Assemblée Générale ait été dûment convoquée conformément aux dispositions ci-dessus, et (ii) qu'aucun nouveau point n'ait été ajouté à l'ordre du jour.

L'Avis de Convocation est envoyé dans les trente (30) jours, ou dix-sept (17) jours, selon les cas, mentionnés ci-dessus, aux actionnaires en nom, aux membres du Conseil d'Administration et aux réviseurs d'entreprises agréés (les "**Destinataires**"). Cette communication doit être envoyée par lettre aux Destinataires, à moins que les Destinataires (ou l'un quelconque d'entre eux) aient expressément et par écrit accepté de recevoir la

communication par d'autres moyens, dans ce cas, de tel(s) Destinataire(s) peu(ven)t recevoir la convocation par de tels autres moyens de communication.

Lorsque toutes les actions sont sous forme nominative et représentent la totalité du capital social, l'Avis de Convocation peut être envoyé que par lettres recommandées aux Destinataires, à moins que les Destinataires (ou l'un quelconque d'entre eux) aient expressément et par écrit accepté de recevoir la communication par d'autres moyens, dans ce cas, de tel(s) Destinataire(s) peu(ven)t recevoir la convocation par de tels autres moyens de communication.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une Assemblée Générale, et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, l'Assemblée Générale peut être tenue sans convocation préalable.

Pour une période continue à compter de la date de publication de l'Avis de Convocation de l'Assemblée Générale et incluant la date de l'Assemblée Générale, la Société doit mettre à la disposition de ses actionnaires sur son site internet les informations suivantes:

- L'Avis de Convocation;
- Le nombre total d'actions et des droits de vote à la date de l'Avis de Convocation incluant des totaux distincts pour chaque catégorie d'actions, lorsque le capital de la Société est divisé en deux ou plusieurs catégories d'actions;
- Les documents qui seront présentés à l'Assemblée Générale;
- Les projets de résolutions de l'Assemblée générale ou s'il n'y a pas de telles résolutions en proposition en vue d'être adoptées, un commentaire d'un membre du Conseil d'Administration pour chaque point de l'ordre du jour proposé de l'Assemblée Générale. Tout projet de résolution(s) présenté par l'(es) actionnaire(s) doit être ajouté au site internet dès que possible après réception par la Société, et
- Les formulaires à utiliser pour voter par procuration et voter par correspondance, à moins que ces formulaires soient envoyés directement à chaque actionnaire. Lorsque les formulaires ne peuvent pas être mis à la disposition sur le site internet pour des raisons techniques, la Société doit indiquer sur son site internet la façon dont les formulaires peuvent être obtenus sur papier. Dans ce cas, la Société sera tenue d'envoyer les formulaires par voie postale et gratuitement à tout actionnaire qui en fait la demande.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toute autre information à mettre à la disposition aux actionnaires sur le site internet.

Nonobstant toute disposition contraire dans les Statuts de la Société, tout actionnaire peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal au nombre d'actions détenues par lui, sans limitation. Chaque action donne droit à un {1} vote.

A l'exception de ce qui est requis par la loi ou par les présents Statuts, les résolutions des Assemblées Générales dûment convoquées seront prises à la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés, sans exigence de quorum. A toutes fins utiles, les suffrages exprimés ne comprennent pas les voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Chaque actionnaire a le droit de poser des questions liées aux points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale. La Société doit répondre aux questions qui lui sont posées par les actionnaires sous réserve des mesures qu'elle pourrait prendre pour assurer l'identification des actionnaires, le bon déroulement des assemblées

générales et leur préparation, la protection de la confidentialité et des intérêts commerciaux de la Société. La Société peut fournir une seule réponse globale aux questions ayant le même contenu. Lorsque l'information pertinente est disponible sur le site internet de la Société sous la forme de question/réponse, la Société sera réputée avoir répondu aux questions posées en se référant au site internet.

Les actionnaires ont également, lors de la publication de l'Avis de Convocation, la faculté de poser des questions par écrit relatives aux points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, qui seront répondues au cours de l'Assemblée Générale. Ces questions peuvent être adressées à la Société par voie électronique à l'adresse internet indiquée dans l'Avis de Convocation à l'Assemblée Générale. Toutes les questions doivent être reçues par la Société au plus tard le jour précédent le cinquième jour ouvrable (5e) avant l'Assemblée Générale.

Nonobstant toute disposition contraire, tout actionnaire peut conformément aux règles statutaires voter en personne ou par voie de mandataire. Un actionnaire peut agir lors de toute Assemblée Générale en nommant toute autre personne physique ou morale qui ne doit pas être un actionnaire comme son mandataire par écrit soit en original, ou par fax, ou par e-mail auquel une signature électronique (qui est valable en droit luxembourgeois) est attachée. Une telle procuration jouit des mêmes droits de parole et de poser des questions lors de l'Assemblée Générale que ceux dont l'actionnaire ainsi représenté aurait droit. Toutes les procurations doivent être reçues par la Société au plus tard le jour précédent le cinquième jour ouvrable (5e) avant l'Assemblée Générale à moins que le Conseil d'Administration fixe un délai plus court. Dans le cas où un délai plus court est fixé par le Conseil d'Administration, le même délai s'applique à toutes les procurations. Une personne agissant en tant que mandataire peut représenter plus d'un actionnaire. Le mandataire désigné doit agir en conformité avec l'article 8 de la loi du 24 mai 2011 sur l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales des sociétés cotées.

Tout actionnaire peut également émettre son vote par correspondance lors de toute Assemblée Générale par le biais d'un formulaire de vote (le "**Formulaire de Vote**") à renvoyer à la Société par voie postale ou par voie électronique.

Le Conseil d'Administration prend toutes les mesures nécessaires pour contrôler la qualité d'actionnaire et l'identification des actionnaires.

Le Formulaire de Vote doit contenir au moins les informations suivantes:

- indiquer précisément le nom ou la dénomination sociale de l'actionnaire, ainsi que son adresse personnelle ou l'adresse de son siège social;
- indiquer le nombre de votes que l'actionnaire souhaiterait exercer lors de l'Assemblée Générale, ainsi que la direction d'un tel vote ou l'abstention;
- indiquer la forme des actions détenues par l'actionnaire dans la Société;
- contenir l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ainsi que les projets de résolutions de cette Assemblée Générale;
- indiquer la date limite à laquelle le Formulaire de Vote doit être retourné à la Société;
- contenir la signature de l'actionnaire, soit en original ou sous forme électronique conforme aux exigences du droit luxembourgeois.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toute autre information qui doit être contenue dans le Formulaire de Vote.

Les Formulaires de Vote qui n'indiquent ni la direction d'un vote, ni une abstention, sont nuls.

Dans le cas où des modifications sont apportées au cours de l'Assemblée Générale sur les résolutions proposées pour lesquelles un vote a été exprimé dans le Formulaire de Vote, le vote devra être considéré comme nul.

Pour le calcul du quorum, seuls doivent être pris en compte les Formulaires de Vote qui ont été reçus par la Société au plus tard le jour précédent le cinquième jour ouvrable (Se) avant l'Assemblée Générale à moins que le Conseil d'Administration fixe un délai plus court. Dans le cas où un délai plus court est fixé par le Conseil d'Administration, le même délai s'applique à tous les Formulaires de Vote.

Les droits d'un actionnaire de participer à une Assemblée Générale et de voter au titre de n'importe laquelle de ses actions ne sont soumis à aucune exigence que ses actions soient déposées auprès de, ou transférées à, ou enregistrées au nom d'une autre personne physique ou morale avant l'Assemblée Générale.

Les droits d'un actionnaire de vendre ou autrement transférer ses actions durant la période comprise entre la Date d'Enregistrement (telle que définie ci-dessous) et l'Assemblée Générale à laquelle elle s'applique ne sont soumis à aucune restriction auxquelles ils ne sont pas soumis à d'autres moments.

Le droit d'un actionnaire de participer à une Assemblée Générale et l'exercice des droits de vote attachés à ses actions sont déterminées par référence au nombre d'actions détenues par cet actionnaire à minuit (00:00) le jour tombant quatorze (14) jours avant la date de l'Assemblée Générale (la "**Date d'Enregistrement**"). Chaque actionnaire doit, au plus tard à la Date d'Enregistrement, indiquer à la Société son intention de participer à l'Assemblée Générale. La Société détermine la manière dont cette déclaration est faite. Pour chaque actionnaire qui indique son intention de participer à l'Assemblée Générale, la Société enregistre son nom ou dénomination sociale et son adresse ou siège social, le nombre d'actions détenues par lui à la Date d'Enregistrement et une description des documents établissant la détention d'actions à cette date.

La preuve de la qualité d'actionnaire peut être seulement soumise à des exigences qui sont nécessaires afin d'assurer l'identification des actionnaires et uniquement dans la mesure où elles sont proportionnées à la réalisation de cet objectif. Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions qui doivent être remplies par les actionnaires pour qu'ils puissent prendre part à toute

Assemblée Générale en personne ou par procuration ou par correspondance.

Le Conseil d'Administration est habilité à reporter immédiatement l'Assemblée Générale pour une période de quatre semaines. Il devra, dans tous les cas, le faire à chaque fois que cela est demandé par les actionnaires détenant au moins un dixième du capital social. Ce report, qui s'applique également à une Assemblée Générale convoquée en vue de modifier les Statuts, doit annuler toute décision prise. La deuxième réunion doit être habilitée à décider au final à la condition que, dans le cas d'une modification des Statuts, les conditions de quorum requis par l'article 23 des Statuts de la Société soient dûment remplies.

Dans le cas où l'Assemblée Générale ordinaire dont le report a été décidé a été convoquée à la même date que l'Assemblée Générale appelée à modifier les Statuts de la Société, et que cette dernière ne parvient pas à atteindre un quorum, le report de la première réunion peut être reporté à une date qui est suffisamment loin dans le temps pour permettre la convocation des deux réunions à nouveau, à la même date, même si la période d'ajournement ne peut excéder six semaines.

L'exercice du droit de vote attaché à une action sur laquelle les paiements n'ont pas été faits doit être suspendu aussi longtemps que ces versements, appelés et payables sur une base régulière, n'ont pas été effectués.

Dans les quinze (15) jours suivant la date de l'Assemblée Générale, la Société devra publier sur son site internet les résultats des votes passés lors de l'Assemblée Générale. La Société établira pour chaque résolution, le nombre

d'actions pour lesquels des votes ont été valablement exprimés et la proportion du capital représenté par ces votes valablement exprimés, le nombre total de suffrages valablement exprimés, le nombre de voix exprimées pour et contre chaque résolution et, le cas échéant, le nombre d'abstentions.

Sauf stipulation contraire de la loi et sauf exceptions énoncées dans les présents Statuts, les dispositions de cet article 19 s'appliquent à toute Assemblée Générale des actionnaires de la Société, y compris notamment toute Assemblée Générale Annuelle ou Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 20: L'assemblée générale ordinaire annuelle

L'Assemblée Générale Annuelle devra se réunir à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation concerné.

ARTICLE 21: Information de l'actionnaire

Le Conseil d'Administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois avant l'Assemblée Générale Annuelle, au/x réviseur(s) d'entreprises, qui doivent faire un rapport sur les comptes annuels de la société.

Huit jours avant l'Assemblée Générale Annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social:

1. des comptes annuels, de la liste des membres du Conseil d'Administration et de la liste du/des commissaire(s) ou du/des réviseur(s) d'entreprises agréé(s) de la Société;
2. de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;
3. de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;
4. du rapport du Conseil d'Administration;
5. du rapport du/des commissaire(s) ou du/des réviseur(s) d'entreprises agréé(s) de la Société; et
6. en cas de modification des Statuts, du texte des changements proposés ainsi que d'une version coordonnée des Statuts reflétant ces changements.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, un exemplaire des pièces mentionnées ci-avant.

ARTICLE 22:

L'Assemblée Générale entend les rapports des administrateurs et du ou des réviseurs d'entreprises agréé et discute les comptes annuels.

Après l'adoption des comptes annuels, l'Assemblée Générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Les comptes annuels, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets sont, dans le mois de leur approbation, déposés par les administrateurs de la société au registre du commerce et il en est fait mention au Journal Officiel. Sont également publiés au Journal Officiel, les noms, prénoms, professions ainsi que l'adresse professionnelle ou privée des administrateurs et du ou des réviseur(s) d'entreprises agréé.

ARTICLE 23: les assemblées générales extraordinaires

L'Assemblée Générale Extraordinaire, débattant comme défini ci-dessous, peut modifier les Statuts dans toutes leurs dispositions. L'Augmentation des engagements des actionnaires ne peut toutefois être décidée, qu'avec

l'approbation unanime des actionnaires.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins du capital social est représentée et si l'ordre du jour de l'assemblée comprend les modifications statutaires envisagées, et, le cas échéant le texte de celles portant sur l'objet social ou la forme juridique de la Société. Dans le cas où la première des conditions ci-dessus n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée conformément aux dispositions de l'article 19 ci-dessus, dix-sept (17) jours avant la date de la deuxième assemblée, à condition que (i) la première Assemblée Générale Extraordinaire ait été dûment convoquée conformément aux dispositions de l'article 19 ci-dessus, et que (ii) l'ordre du jour pour l'assemblée convoquée à nouveau ne comprenne pas d'éléments nouveaux. Cet Avis de Convocation doit donner l'ordre du jour de l'assemblée convoquée à nouveau, ainsi que la date et l'issue de l'assemblée précédente. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit la portion du capital social qui y est représentée. Lors des deux assemblées, les résolutions, pour être adoptées, doivent être approuvées par une majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Les suffrages exprimés ne comprennent pas les voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

ARTICLE 24: Fixation, affectation et répartition des bénéfices

Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

L'Assemblée Générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

ARTICLE 25: Modalités de paiement des dividendes

Sous réserve des dispositions de la loi luxembourgeoise et des présents Statuts, le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes.

Lorsque les acomptes excèdent le montant du dividende arrêté ultérieurement par l'Assemblée Générale, ils sont, dans cette mesure, considérés comme un acompte à valoir sur le dividende suivant.

ARTICLE 26: Droits et obligations des actionnaires

Un actionnaire qui acquiert ou cède des actions de la Société doit notifier à la Société le pourcentage des droits de vote qu'il détient à la suite de l'acquisition ou de la cession considérée, lorsque le pourcentage atteint les seuils de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33 1/3 %, 50 % et 66 2/3 % ou passe au-dessus ou en dessous de ces seuils, dans les délais imposés par les dispositions de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé (la "Loi Transparence") et en particulier les articles 8, 9 et 11 de cette loi. En cas de défaut de notification par l'actionnaire à la Société conformément à la Loi Transparence, l'exercice des droits de vote afférents aux actions excédant la fraction qui aurait dû être notifiée en vertu de la Loi Transparence à la Société est suspendu. La suspension de l'exercice des droits de vote est levée au moment où le détenteur d'actions procède à la notification prévue par la Loi Transparence.

Pour les besoins de la notification susmentionnée, les droits de vote sont calculés sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote, même si l'exercice de ceux-ci est suspendu.

Toute référence aux dispositions de la Loi Transparence est soumise à tous nouveaux amendements pouvant lui être apporté.

ARTICLE 27: De la liquidation de la société

En cas de liquidation volontaire, une Assemblée Générale extraordinaire détermine le mode de liquidation et le nom d'un ou des liquidateurs.

ARTICLE 28: Loi applicable et tribunal compétent

La loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Tout litige concernant la Société ou sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, est de la compétence exclusive des tribunaux luxembourgeois et est soumis au droit luxembourgeois.

Suit la version anglaise des statuts :

Corporate name, Registered office, Duration, Corporate purpose

ARTICLE 1: Corporate name

There is hereby formed a public limited liability company (*société anonyme*) under the name of "CPI FIM SA" (the "Company").

ARTICLE 2: Registered office

The registered office is established in Luxembourg.

The Board of Directors shall however have power to set up offices, administrative offices, branches and subsidiaries at whatever location both within the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Whenever extraordinary political, economic or social events of such a nature as to threaten normal activity at the registered office or easy communication between that registered office and abroad shall take place or become imminent, the said registered office may be transferred abroad until the complete cessation of such abnormal circumstances. Such temporary measure shall however have no effect whatsoever on the nationality of the Company which, such provisional transfer notwithstanding, shall remain a Luxembourg company.

The registered office may be transferred to any other location within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the Board of Directors or of the General Meeting resolving as in matters of the modification of the Articles of Association. The Board of Directors is authorised to amend these Articles of Association to reflect the change of registered office pursuant to this article 2, and to proceed to such formalities as may be required under Luxembourg law.

ARTICLE 3: Duration

The Company is incorporated for an indeterminate period of time.

ARTICLE 4: Corporate purpose

The corporate purpose of the Company is the direct acquisition of real property, the taking of participations and the placing of loans at disposal for companies that form part of its group. Its activity may consist in carrying out investments in real estate, such as the purchase, sale, construction, valorization, management and rental of buildings, as well as in the promotion of real estate, be it on its own or through its branches.

Likewise, its activity may consist in carrying out investments as regards the hotel industry, such as the purchase, sale, construction, valorization, management and running of hotels on its own or through its branches.

It has as a further corporate purpose the taking of participations, in any form whatsoever, in any

commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign companies, whether they are part of the group or not, the acquisition of all and any securities and rights by way of participation, contribution, subscription, underwriting or purchase options, or negotiation, and in any other way, and in particular the acquisition of patents and licenses, their management and development, the granting to undertakings in which it holds a direct or indirect stake of all kinds of assistance, loans, advances or guarantees and finally all and any activities directly or indirectly relating to its corporate purpose.

It may thus play a financial role, or carry out an activity of management in enterprises or companies it holds or owns.

The Company may likewise carry out all and any commercial, movable, immovable and financial operations likely to relate directly or indirectly to the activities defined above and susceptible of promoting their fulfilment.

ARTICLE 5: Corporate capital

The corporate capital is set at thirteen million one hundred forty-five thousand and seventy-six euros and twenty-nine eurocents (EUR 13,145,076.29), represented by one billion three hundred and fourteen million five hundred and seven thousand six hundred and twenty-nine (1,314,507,629) shares without nominal value. The accounting par value is calculated as the corporate capital divided by the number of issued shares which amounts to one eurocent (EUR 0.01).

The Company may establish a share premium account (the "**Share Premium Account**") into which any premium paid on any share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the General Meeting of the shareholders subject to the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended and these Articles of Association.

The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing new shares or other securities in consideration for such contributions and may credit them to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the General Meeting of the shareholders subject to the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended and these Articles of Association. For the avoidance of doubt, any such decision may, but do not need to, allocate any amount contributed to the contributor.

Authorised capital:

In addition to the issued and subscribed corporate capital of thirteen million one hundred forty-five thousand and seventy-six euros and twenty-nine eurocents (EUR 13,145,076.29), the Company has also an authorised, but unissued and unsubscribed share capital set at ten million euros (EUR 10,000,000.-) (the "**Authorised Capital**").

The board of directors is authorised and empowered within the limits of the Authorised Capital to (i) realize any increase of the share capital or equity of the Company with or without the issuance of new shares it being understood that the board of directors is authorised to issue such new shares in one or several issues and (ii) issue bonds, preferred equity certificates, warrants, options or other instruments convertible, exchangeable or exercisable into new shares and to issue new shares further to the conversion or exercise of the above mentioned instruments, it being understood that (a) if such instruments are issued before or during the period set forth in the paragraph below, the new shares upon the conversion or exercise of such instruments may be issued after the expiry of said period and (b) the board of directors is authorised to issue such new shares in one or several

issues. For the avoidance of doubt, any increase of the share capital or equity of the Company, as well as any issue of bonds, preferred equity certificates, warrants, options or other instruments convertible, exchangeable or exercisable into new shares decided by the Board of Directors prior to 2 May 2016 under the former authorised share capital of the Company but not realized, converted or exercised at this date remains validly approved and can be realized, issued, converted or exercised under this new Authorised Capital.

Such authorisation conferred to the board of directors will expire five (5) years after the date of the general meeting of shareholders held on 2 May 2016 and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions, it being understood that the board of directors can proceed to an increase of share capital or issue of the above mentioned instruments as of the date of the general meeting of shareholders held on 2 May 2016.

The board of directors is authorised to determine the conditions of any capital increase and the issuance of new shares and the instruments to be issued in accordance with the above provisions through contributions in cash or in kind, among others, by the conversion of debt into equity, by offsetting receivables, by the incorporation of reserves, issue premiums or retained earnings, with or without the issue of new shares, or following the issue and the exercise of subordinated or non-subordinated bonds, convertible into or repayable by or exchangeable for shares (whether provided in the terms at issue or subsequently provided), or following the issue of bonds with warrants or other rights to subscribe for shares attached, or through the issue of stand-alone warrants or any other instrument carrying an entitlement to, or the right to subscribe for, shares.

The new shares to be issued in accordance with the provisions of this article 5 may be issued with or without share premium, it being understood that (i) such shares shall not be issued at a price below the accounting par value and (ii) if the consideration payable to the Company for such newly issued shares exceeds their accounting par value, the excess is to be treated as share premium in respect of such shares in the books of the Company. The new shares may be issued to the existing or new shareholders.

The board of directors is specially authorised to issue such new shares and, where applicable, the instruments to be issued in accordance with the provisions of this article 5 without reserving (i.e. by cancelling or limiting) the preferential right to subscribe for such shares and instruments for the existing shareholders.

The board of directors is authorised to determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new shares (referred to in this article 5) and, if applicable, the duration, amortization, other rights (including early repayment), interest rates, conversion rates and exchange rates of the aforesaid instruments (referred to in this article 5) as well as all the other conditions and terms of such instruments including as to their subscription, issue and payment.

The board of directors is authorised to do all things necessary to amend this article 5 of the present Articles of Association in order to record the change of issued and authorised share capital following any increase pursuant to the present article. The board of directors is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. Furthermore, the board of directors may delegate to any duly authorised person, the duties of accepting subscriptions, conversions or exchanges and receiving payment for shares, bonds, preferred equity certificates, warrants, options or instruments and to do all things necessary to amend article 5 of the present Articles of Association in order to record the change of issued and authorised share capital following any increase pursuant to the present article.

ARTICLE 6: Issued shares

All the shares of the Company are of equal value. They may be issued in the form of registered or bearer shares at the option of the shareholder, barring such contrary provisions as at law.

Any shareholder may freely sell or transfer his shares at any time, subject to applicable limitative legal provisions. The rights attaching to the shares shall remain part of the relevant security whatever hands they are transferred to.

The shares are indivisible, and the Company shall acknowledge only a single owner per share. In the event that a share is held by several owners, then the Company shall be entitled to suspend the exercise of all and any rights attaching to such share until a single person has been designated as being its sole owner. The same shall apply in the event of a dispute between the usufructuary and the bare owner of a share, or between a debtor and a secured creditor.

The joint owners of shares shall be bound to have themselves represented vis-à-vis the Company by a single one among them, to be considered as sole owner, or by a single proxy, who in case of disagreement may be legally designated by a court at the suit of the most diligent joint owner.

ARTICLE 7: Rights and obligations attaching to the shares

Each share is entitled in the profits and corporate capital to a pro rata portion of the percentage of the corporate capital it represents, as well as to a voting right and representation at the time of General Meetings, the whole in accordance with statutory and legal provisions.

Shareholders shall only be liable for up to the amount of the shares they hold in the Company's corporate capital, independently from the fact that a share be in registered or bearer form.

The rights and obligations attaching to the shares shall remain part of the relevant security whatever hands they are transferred to.

The holding of a share by whatever means lawfully entails full adherence to the Articles of Association of the Company and to the decisions taken by the General Meeting.

The heirs, creditors, lawful assigns or other representatives of a shareholder may not require the affixing of seals onto the property, assets and securities of the Company, nor request their division or their public sale for the purpose of arranging for a division, nor intervene in the acts pertaining to its administration. They may solely rely on corporate inventories and to the decisions of the General Meeting.

ARTICLE 8: Redemption of its own shares

The Company may acquire its own shares, either on its own, or through a company in which the Company holds directly the majority of the voting rights, or through a person acting in its own name but for the account of the Company, subject to the conditions of the law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended.

Administration, Supervision

ARTICLE 9: Board of Directors

The Company shall be managed by a board of directors (the "**Board of Directors**") made up of at least three members, who do not need to be shareholder of the Company (each a "**Director**").

The Board of Directors represents the Company towards third parties and at law, either as claimant or as defendant. Writs served for or against the Company shall be validly made in the name of the sole Company.

The Directors shall be appointed by the General Meeting for a period of office not exceeding six years; they shall be eligible for re-election and may be removed at any time by decision of the General Meeting

resolving at the simple majority of votes. In the event of a vacancy in the office of a Director, the remaining Directors

may provisionally fill such vacancy, in which case the General Meeting of shareholders shall proceed to the final election at the time of its next following meeting.

ARTICLE 10: Directors may be either natural persons or legal entities

Legal persons appointed as Directors must, as soon as they apply for an office in a capacity as Director, designate a representative, who shall be a natural person, who shall attend meetings of the Board of Directors in their name. Such representative shall be subject to the same conditions and obligations and shall incur the same liability as if he had been appointed as Director in his own name, without prejudice to a joint and several liability of the legal person he represents. The power of attorney evidencing the fact that he is empowered to validly represent and to commit the said legal entity for his period of office must be handed over to the Company at the time the Board of Directors is appointed.

At the time of renewal of mandate of a legal person appointed as director, the power of attorney of the agent of this legal person must be renewed.

In the event that the legal person would revoke the power of attorney of its representative, it shall be bound to notify such dismissal to the Company without delay by registered letter, and to include in such letter the identity of its new representative. The same applies in the event of the death, resignation or lengthy impediment or prevention of the permanent representative.

Any employee of the Company may be appointed Director of the Company subject to his employment contract being executed prior to his appointment, and corresponding to an actual employ.

The number of Directors linked to the Company by an employment contract may in no event exceed one third of the Directors in office.

ARTICLE 11: Powers of the Board of Directors

The Board of Directors is empowered to carry out all and any acts deemed necessary or useful in view of the realisation of the corporate purpose; all matters that are not reserved for the General Meeting by law or by the present Articles of Association shall be within its competence. In its relationship with third parties, the Company shall even be bound by acts exceeding the Company's corporate purpose, unless it can prove that the third party knew such act exceeded the Company's corporate purpose or could not ignore this taking account of circumstances.

The Directors do not contract any personal obligation with regard to the commitments of the Company.

The Directors however remain responsible towards the Company in accordance with common law as regards the due discharge of their duties as given and any faults committed along their period in office.

The Directors shall be jointly and severally liable, either towards the Company or towards third parties, for all and any damages resulting from infractions to the provisions of the law of 10 August 1915, as subsequently amended, or to the present Articles of Association. They may only be granted discharge from such liability, as regards infractions to which they have not taken part, if no fault may be attributed to them and they have denounced such infractions before the next following General Meeting as soon as they have had cognisance of such infractions.

ARTICLE 12: Deliberations

The Board of Directors may only deliberate if the majority of its members are present or represented, a

proxy between Directors, which may be given in writing, by telegram, telex or fax being admitted. In cases of emergency the Directors may vote in writing, by telegram, telex, fax, electronic signature or by any other secured means.

The decisions of the Board of Directors shall be taken at a majority of votes; in case of a tie, the chairman of the meeting (if designated) shall have a casting vote.

Resolutions in writing signed by all the members of the Board of Directors shall be just as valid and enforceable as those taken at the time of a duly convened and held meeting of the Board.

ARTICLE 13: Delegation of powers, Managing Directors

The Board of Directors may delegate all or part of its powers regarding the daily management as well as the representation of the Company with regard to such daily management to one or more persons, who need not be Directors (a "**Managing Director**"). The realization and the pursuit of all transactions and operations basically approved by the Board of Directors are likewise included in the daily management of the Company. Within this scope, acts of daily management may include particularly all management and provisional operations, including the realization and the pursuit of acquisitions of real estate and securities, the establishment of financings, the taking of participating interests and the placing at disposal of loans, warranties and guarantees to group companies, without such list being limitative.

The Board of Directors may likewise designate a secretary, who may be a person outside the Board of Directors. The secretary shall be in charge of convening the Directors to the meetings of the Board of Directors, of keeping the register of attendance, of ensuring the drawing of minutes of any meetings, and to deliver requested copies, extracts or abstracts of the same. The Board of Directors may designate at the time of each meeting one of its members who shall act as chairman of the meeting.

A Managing Director and the secretary shall be at all times eligible for re-election.

ARTICLE 14: Signatory powers within the Board of Directors

The Company shall be validly bound either by the joint signatures of any two Directors or by the single signature of a Managing Director.

ARTICLE 15: Compensation of the Directors

The General Meeting may allocate to the Directors, as compensation for their activity, an amount to be set on a yearly basis through the allocation of Directors' fees, which amount shall be charged as overall costs of the Company.

The Board of Directors shall share such compensation among its members as it sees fit.

It shall set the compensation of the Chief Executive Officer and of the other members of the Board of Directors; such compensation may be fixed or proportional or both fixed and proportional at the same time.

Exceptional compensations may be granted by the Board of Directors for missions or mandates entrusted to Directors, which shall be considered as operating charges and thus subject to the approval of the General Meeting.

No other compensation, whether or not permanent, other than those provided for herein may be granted to the Directors unless they are bound to the Company by an employment contract.

ARTICLE 16: Agreement between the Company and one of its Directors

Any Director who has a direct or indirect financial interest opposed to that of the Company in an operation subject to the approval of the Board of Directors shall be bound to inform the Board of such contrary

interest and to have his statement mentioned in the minutes of the meeting, and he shall not take part in the debate on such operation.

A special statement shall be made before the next following General Meeting, prior to any vote on other resolutions, regarding operations in which one of the Company's Directors might have had an interest contrary to that of the Company.

ARTICLE 17: Supervision of corporate accounts

The supervision of the accounts of the Company shall be entrusted to one or more auditors, who need not be shareholders. They shall be appointed by a decision of the General Meeting resolving at a simple majority of votes, for a period of office not exceeding six years; they shall always be eligible for re-election.

Such auditors are not required in case one or more independent auditors (*réviseur(s) d'entreprises agréé(s)*) are appointed by the General Meeting. Such independent auditor(s) may only be removed for cause in accordance with Luxembourg law or with the independent auditors' approval.

Financial year- General Meeting

ARTICLE 18:

The financial year of the Company shall begin on the first of January and end on the thirty first of December of each calendar year.

ARTICLE 19: General Meetings

The general meeting of shareholders (the "**General Meeting**") has the most extensive powers to do or ratify all and any acts of interest to the Company. The Company shall ensure equal treatment of all shareholders who are in the same position with respect to the participation and the exercise of their voting rights at the General Meeting.

Any General Meeting of shareholders shall be chaired by a president, who shall be appointed by the Board of Directors of the Company.

Appointments in General Meetings are decided and decisions are taken in accordance with ordinary rules governing debating meetings; minutes of the meetings shall be signed by the members of the bureau and by such shareholders as may request to do so; copies intended for issue to third parties shall be certified true to the original in the event that the deliberations of the meeting have been drawn by notary deed, by the notary keeping the minutes considered, otherwise by the president of the General Meeting, such persons to be liable for any damages that may result from their certificate.

The Board of Directors as well as the statutory auditors may convene any General Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if shareholders together representing one-tenth of the capital so require in writing with an indication of the agenda.

One or more shareholders together representing at least five percent of the share capital has the right to (i) put one or more items on the agenda of any General Meeting and (ii) table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of a General Meeting. Such requests must:

- be in writing and sent to the Company by post or electronic means to the address provided in the Convening Notice (as defined below) and be accompanied by a justification or draft resolution to be adopted in the General Meeting;
- include the postal or electronic address at which the Company may acknowledge receipt of the requests;
- be received by the Company no later than on the twenty second (22) day before the date of the relevant

General Meeting.

The Company shall acknowledge receipt of requests referred to above within (forty-eight) 48 hours from receipt. The Company shall prepare a revised agenda including such additional items on or before the fifteenth (15th) day before the date of the relevant General Meeting.

Convening notices for every General Meeting (the "Convening Notice") shall be published at least thirty (30) days before the date of the General Meeting in:

- the Luxembourg official gazette (*Recueil électronique des sociétés et associations*) (the "**Official Gazette**") and in a Luxembourg newspaper; and
- in such media which may reasonably be expected to be relied upon for the effective dissemination of information to the public throughout the European Economic Area, and which are accessible rapidly and on a non-discriminatory basis (the "**EEA Publication**").

If the required quorum for the General Meeting is not met on the date of the first convened General Meeting, another meeting may be convened by publishing the Convening Notice in the Official Gazette, a Luxembourg newspaper and the EEA Publication seventeen (17) days prior to the date of the reconvened meeting provided that (i) the first General Meeting was properly convened in accordance with the provisions above; and (ii) no new item has been added to the agenda.

The Convening Notice is sent within the thirty (30) day, or seventeen (17) day period, as applicable, referred to here above, to registered shareholders, the members of the Board of Directors and the approved independent auditors (*réviseurs d'entreprises agréés*) (the "**Addressees**"). This communication shall be sent by letter to the Addressees, unless the Addressees (or any one of them) have expressly and in writing agreed to receive communication by other means, in which case such Addressee(s) may receive the convening notice by such other means of communication.

Where all the shares are in registered form and represent the entire share capital, the Convening Notice can be sent only by registered letters to the Addressees, unless the Addressees (or any one of them) has expressly and in writing agreed to receive communication by other means, in which case such Addressee(s) may receive the convening notice by such other means of communication.

If all the shareholders are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

For a continuous period from the date of publication of the Convening Notice of the General Meeting and including the date of the General Meeting, the Company must make available to its shareholders on its website the following information:

- ✓ the Convening Notice;
- ✓ the total number of shares and the voting rights as at the date of the Convening Notice including separate totals for each class of shares when the Company's capital is divided into two or more classes of shares;
- ✓ the documents to be submitted to the General Meeting;
- ✓ the draft resolutions of the General Meeting or where no such

resolutions are proposed to be adopted, a comment from a member of the Board of Directors for each item on the proposed agenda of the General Meeting. Any draft resolution(s) submitted by shareholder(s) shall be added to the website as soon as possible after the Company has received them; and

✓ the forms to be used to vote by proxy and to vote by correspondence,

unless such forms are sent directly to each shareholder. Where the forms cannot be made available on the website for technical reasons, the Company shall indicate on its website how the forms can be obtained on paper. In this case the Company shall be required to send the forms by post and free of charge to every shareholder who so requests.

The Board of Directors may determine any other information that must be made available to the shareholders on the website.

Notwithstanding any provision to the contrary in the Company's Articles of Association, any shareholder may take part in the deliberations with a number of votes equal to the number of shares held by him, without limitation. Each share is entitled to one (1) vote.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Association, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of the votes cast by shareholders present or represented, without any quorum requirement. For the avoidance of doubt, votes cast shall not include votes attaching to shares in which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Every shareholder shall have the right to ask questions related to items on the agenda of the General Meeting. The Company shall answer questions put to it by shareholders subject to measures which it may take to ensure the identification of shareholders, the good order of general meetings and their preparation and the protection of confidentiality and the Company's business interests. The Company may provide one overall answer to questions having the same content. Where the relevant information is available on the website of the Company in a question and answer format, the Company shall be deemed to have answered the questions asked by referring to the website.

The shareholders have also, upon the publication of the Convening Notice, the faculty to ask questions in writing relating to the items of the agenda of the General Meeting, which will be answered during the General Meeting. These questions may be addressed to the Company by electronic means to the internet address indicated in the Convening Notice to the General Meeting. All the questions must be received by the Company no later than the day preceding the fifth (5th) business day before the General Meeting.

Notwithstanding any provision to the contrary, any shareholder may in abidance with statutory rules vote in person or through a proxy. A shareholder may act at any General Meeting by appointing any other natural or legal person who need not be a shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed. Such proxy shall enjoy the same rights to speak and ask questions during the General Meeting as those to which the shareholder thus represented would be entitled. All the proxies must be received by the Company no later than the day preceding the fifth (5th) business day before the General Meeting unless the Board of Directors fixes a shorter period. In case a shorter period is fixed by the Board of Directors, the same deadline applies to all the proxies. A person

acting as proxy may represent more than one shareholder. The appointed proxy shall act in compliance with article 8 of the law of 24 May 2011 on the exercise of certain rights of shareholders in general meetings of listed companies.

Any shareholder may also cast its vote by correspondence at any General Meeting through a voting form provided by the Company (the "**Voting Form**") to be sent back to the Company by post or electronic means.

The Board of Directors shall take any necessary measures to control the qualification as shareholder and the identification of shareholders.

The Voting Form shall contain at least the following information:

- ✓ indicate precisely the name or corporate denomination of the shareholder, as well as its personal address or the address of its registered office;
- ✓ indicate the number of votes that the shareholder would like to cast at the General Meeting, as well as the direction of such vote or the abstention;
- ✓ indicate the form of the shares held by the shareholder in the Company;
- ✓ contain the agenda of the General Meeting as well as the draft resolutions of such General Meeting;
- ✓ indicate the deadline by which the Voting Form must be returned to the Company;
- ✓ contain the signature of the shareholder, either in original or in electronic form complying with Luxembourg law requirements.

The Board of Directors may determine any other information that must be contained in the Voting Form.

Voting Forms which indicate neither the direction of a vote nor an abstention are void. In case amendments are made during the General Meeting on proposed resolutions for which a vote has been expressed in the Voting Form, such vote shall be deemed as void.

For the calculation of the quorum, only those Voting Forms shall be taken into account which have been received by the Company no later than the day preceding the fifth (5th) business day before the General Meeting unless the Board of Directors fixes a shorter period. In case a shorter period is fixed by the Board of Directors, the same deadline applies to all Voting Forms.

The rights of a shareholder to participate in a General Meeting and to vote in respect of any of his shares are not subject to any requirement that his shares be deposited with, or transferred to, or registered in the name of, another natural or legal person before the General Meeting.

The rights of a shareholder to sell or otherwise transfer his shares during the period between the Record Date (as defined below) and the General Meeting to which it applies are not subject to any restriction to which they are not subject to at other times.

The right of a shareholder to participate in a General Meeting and exercise voting rights attached to its shares are determined by reference to the number of shares held by such shareholder at midnight (00:00) on the fourteenth (14th) day before the date of the General Meeting (the "**Record Date**"). Each shareholder shall, on or before the Record Date, indicate to the Company its intention to participate at the General Meeting. The Company determines the manner in which this declaration is made. For each shareholder who indicates his intention to participate in the General Meeting, the Company records his name or corporate denomination and address or registered office, the number of shares held by him on the Record Date and a description of the

documents establishing the holding of shares on that date.

Proof of the qualification as a shareholder may be subject only to such requirements as are necessary to ensure the identification of shareholders and only to the extent that they are proportionate to achieving that objective.

The Board of Directors may determine any other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any General Meeting in person or in proxy or by correspondence.

The Board of Directors is empowered to forthwith postpone the General Meeting by a period of four weeks. It shall in any event do so whenever requested by shareholders holding at least one tenth of the corporate capital. Such postponement, which also applies to a General Meeting convened for the purpose of modifying the Articles of Association, shall cancel any decision taken. The second meeting shall be empowered to decide finally on the condition that, in the case of a modification of the Articles of Association, the conditions of quorum required by Article 23 of the Articles of Association are duly fulfilled.

In the event that the ordinary General Meeting which postponement has been decided has been convened on the same date as a General Meeting called to modify the Articles of Association, and the latter fails to reach a quorum, the postponement of the first meeting may be postponed to a date that is sufficiently far in time to allow for the convening of both meetings anew, for the same date, although the postponement period may not exceed six weeks.

The exercise of the voting right attaching to a share on which payments have not been made shall be suspended as long as those installments, called and payable on a regular basis, have not been made.

Within fifteen (15) days following the date of the General Meeting, the Company shall publish on its website the results of the votes passed at the General Meeting. The Company shall establish for each resolution the number of shares for which votes have been validly cast and the proportion of capital represented by such validly cast votes, the total number of votes validly cast, the number of votes cast for and against each resolution and, where applicable, the number of abstentions.

Unless otherwise required by law and save for the exceptions set forth in the present Articles of Association, provisions of this article 19 shall apply to any General Meeting of the shareholders of the Company, including notably any Annual General Meeting or Extraordinary General Meeting.

ARTICLE 20: Ordinary Annual General Meeting

The Annual General Meeting shall meet in Luxembourg at the registered office of the Company or at any other location in the Grand Duchy of Luxembourg to be indicated in the relevant convening notice.

ARTICLE 21: Information of the shareholders

One month prior to the Annual General Meeting, the Board of Directors shall forward the relevant documents, together with a report on the operations of the Company, to the independent auditor(s), who shall draw a report on the annual corporate accounts of the Company.

Eight days prior to the Annual General Meeting, shareholders may examine at the registered office:

1. the annual accounts, the list of the members of the Board of Directors and the list of the auditor(s) or independent auditor(s) of the Company,
2. the list of public funds, shares, bonds and other corporate securities making up the portfolio,
3. the list of shareholders, who have failed to pay up their shares, including the number of their shares and that of their domicile,

4. the report of the Board of Directors,
5. the report of the auditor(s) or independent auditor(s) of the Company,
6. in case of amendments to the Articles of Association, the text of the proposed amendments as well as a consolidated version of the Articles of Association reflecting such amendments.

Any shareholder is entitled to receive a copy of the documents mentioned above, at no cost, upon presentation of his entitlement.

ARTICLE 22:

The General Meeting shall hear the reports of the Directors and of the independent auditor(s) and debates on the annual accounts.

Following the approval of annual accounts the General Meeting shall decide by special vote regarding the discharge to be granted to the Directors. Such discharge shall only be valid if the balance sheet includes no omission, no faulty indication concealing the true situation of the Company and, as regards any acts carried out outside the Articles of Association, if they have been specifically mentioned in the convening notice.

The annual accounts, preceded by a mention of the date of publication of the deeds of incorporation of the Company and a table indicating the use and allocation of net corporate profits, shall be filed by the Directors of the Company, within a month of their approval, with the Luxembourg Trade and Companies Register, such action to be mentioned in the Official Gazette.

The last name, first names, professional occupation and professional or private address of the Directors and of the one or more independent auditors shall likewise be published in the Official Gazette.

ARTICLE 23: Extraordinary General Meetings

The Extraordinary General Meeting, debating as defined below, may modify the Articles of Association in all their provisions. The increase in the commitments of the shareholders however may only be decided with the unanimous approval of the shareholders.

The Extraordinary General Meeting may deliberate validly only if one half at least of the corporate capital is represented and if the agenda of the meeting includes the statutory changes considered, and as the case may be the wording of those bearing on the corporate purpose or legal form of the Company. In the event that the first of the above conditions is not fulfilled, a second meeting may be convened in accordance with the provisions of article 19 above, being seventeen (17) days before the date of the reconvened meeting, provided that (i) the first Extraordinary General Meeting was properly convened in accordance with the provisions of Article 19 above; and (ii) the agenda for the reconvened meeting does not include any new item. Such Convening Notice shall give the agenda of the meeting, inclusive of the date and outcome of the previous meeting. The second meeting shall deliberate validly whatever the part of the corporate capital represented thereat. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by a majority of two-thirds of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

ARTICLE 24: Determination, allocation and distribution of profits

Each year, five per cent at least of the net corporate profits shall be set aside and allocated to a reserve; such deduction shall stop being mandatory when such reserve reaches ten per cent of the corporate capital, but shall be taken up whenever such ten percent reserve is breached.

The General Meeting shall decide on the allocation and distribution of the net corporate profits.

ARTICLE 25: Methods for paying dividends

Subject to the provisions of Luxembourg law and these Articles of Association, the Board of Directors is authorised to pay interim dividends.

Whenever interim dividends exceed the amount of the dividend subsequently decided by the General Meeting, such interim dividend shall be considered as an interim dividend to be deducted from the next following payable dividend.

ARTICLE 26: Rights and obligations of shareholders

A shareholder who acquires or disposes of shares of the Company shall notify the Company the proportion of voting rights held as a result of the relevant acquisition or disposal, where that proportion reaches, exceeds or falls below the thresholds of 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33 1/3 %, 50% and 66 2/3% within the delays imposed under the law of 11 January 2008 on transparency requirements in relation to information about issuers whose securities are admitted to trading on a regulated market, as amended, (the "Transparency Law"). In case of default of notification by the shareholder of the Company, the exercise of voting rights relating to the shares exceeding the fraction that should have been notified under the Transparency Law to

the Company is suspended. The suspension of the exercise of voting rights is lifted the moment the shareholder makes the notification provided for in the Transparency Law.

For the purposes of the abovementioned notification, voting rights are calculated on the basis of the entirety of the shares to which voting rights are attached even if the exercise of such voting rights is suspended.

Any reference to the provisions of the Transparency Law is subject to any further amendments to be made to them.

ARTICLE 27: On the liquidation of the Company

In the event of a voluntary liquidation, an Extraordinary General Meeting shall determine the method to be used along the liquidation and the name of one or more liquidators.

ARTICLE 28: Applicable law and competent jurisdiction

The Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as well as its subsequent amendments, shall apply wherever not derogated from by the present Articles of Association.

Any dispute regarding the Company or its liquidation, arising either between the shareholders, the Directors and the Company, or between the shareholders themselves, shall be subject to the exclusive jurisdiction of Luxembourg courts, and shall be governed by Luxembourg law."

Votes for: 1,279,080,996

Abstentions: -

Votes against: 599,000

Consequently the resolution is approved.

* * *